

الجفاف والعطش ينجسان حياة سكان قرية أولاد معقاسي بوادي البردي

يواجه سكان قرية معقاسي التابعة لبلدية واد البردي الواقعة جنوب البويرة، عدة نقائص تؤثر سلبا على حياتهم التي تحولت إلى شقاء ومعاناة، يعيشونها في صمت. وعلى رأسها النقص الحاد في التزود بالمياه الصالحة للشرب التي لا تزور حنفياتهم إلا مرة واحدة في الأسبوع، على الرغم من أن المنطقة تتميز بالطابع الزراعي، كما أن مزارعهم وأراضيهم مهددة بالجفاف، إذا لم يتم تدارك الوضع وحل مشكلة مياه السقي. لأنقاذهم من الموت عطشا وهلاك مزارعهم جفافا.

أوضاع مزرية يعيشها سكان حي القبالة بالبويرة

يعيش سكان حي القبالة الواقعة
بمدخل بلدية البويرة جنوبا،
أوضاعا مزرية جراء غياب أدنى
الضروريات بها على الرغم من
وقوعها بعاصمة الولاية، حيث
تنعدم بالحي قنوات صرف المياه
القذرة، ناهيك عن تذبذب
عملية تزويدهم بالمياه الصالحة
للشرب، حيث يلجؤون إلى جلبها
من مناطق مجاورة في وضعية
طال أمدها، كما أن هذا الحي
الواقع بمدخل البويرة لم
يستفد من مشروع التزود بالغاز
الطبيعي، حيث لا يزال السكان
يعتمدون على قارورات غاز
البوتان، في الاستخدام اليومي
سواء تعلق الأمر بالطهي أو
التدفئة. ■ رحاب.ش

سكان حي "لاغار" بقصر البخاري يحتجون

احتج أول أمس سكان حي "لاغار" بقصر البخاري في المدينة، بسبب انقطاع الماء الصالح للشرب لمدة زادت عن 15 يوما، حيث قاموا بقطع الطريق، وذلك بالقرب من مقر أمن دائرة قصر البخاري، وهي المناسبة التي ولدت غضبا وسط المحتجين جعلتهم يطالبون بتوفير المياه الصالحة للشرب والتي تعاني منها المدينة بأكملها. كما ندد المحتجون بانتشار النفايات وغياب التهيئة. ■ إسماعيل مقطوف

Ibn Ziad

Un réservoir pour moins de pression sur l'eau

La commune d'Ibn Ziad vient de bénéficier d'un projet de construction d'un réservoir d'eau potable, d'une capacité de 1.000 mètres cubes avec une salle de contrôle, à la cité Abbas Mohamed, selon le président de ladite assemblée populaire, M. Boubertakh.

A. El Abci

Ce dernier fera savoir qu'en vertu d'un arrêté de la wilaya n°532 en date du 19 avril 2012, une enquête préalable sur les avantages et les inconvénients de l'opération de réalisation du réservoir d'AEP en question avait conclu à la nature d'intérêt général du projet. Et de poursuivre « qu'en considération de ces résultats positifs auxquels est parvenue la commission d'enquête, il a été décidé du caractère avéré d'intérêt général de l'opération d'expropriation au profit de la commune d'Ibn Ziad ». Et le maire de préciser que la superficie concernant les expropriations est destinée à l'édification du réservoir d'eau d'une capacité de 1.000 mètres cubes et de sa salle de contrôle. Et dans ce cadre, l'estimation du montant des expropriations s'élève à 14,5 millions de dinars et les personnes touchées directement ou indirectement par l'opération ont droit

de faire un recours contre la décision la déclarant d'intérêt public devant le tribunal spécialisé dans un délai n'excédant pas la fin du mois d'octobre en cours.

En tout état de cause, et pour en revenir à la réalisation de ce projet de réservoir d'eau potable, le maire dira que sa concrétisation participera au renforcement de l'alimentation de la commune en eau potable d'une façon permanente et régulière. Elle mettra fin, ainsi, définitivement à une crise d'AEP, dont ont pâti jusqu'à présent plusieurs villages et dachras de la municipalité. Car, lorsque l'eau coulera dans les robinets, soulignera-t-il, ce seront les habitants et surtout les enfants et les femmes qui seront dispensés de la corvée d'aller chercher le précieux liquide loin et parfois très loin de chez eux. De même pour le recours à l'approvisionnement à partir de citernes de privés, à des prix exorbitants et avec tous les risques sur la santé du consommateur.

Un nouveau programme pour améliorer la qualité de l'eau

252.711 analyses réalisées en 2012 par la SEOR

S. M.

La société de l'eau et de l'assainissement d'Oran a tracé un nouveau programme pour améliorer la qualité de l'eau du robinet. Ainsi 252.711 analyses de chlorométrie (analyse pour déterminer la quantité de chlore dans l'eau) ont été menées par les services techniques de cette société, selon un bilan des activités de l'année 2012 communiqué récemment par cette société. Les services de cette société ont également réalisé 12.199 analyses physico-chimiques et 3.900 analyses bactériologiques.

La société a installé 255 javelisateur au niveau des bâches d'eau pour la stérilisation de l'eau en ajoutant du chlore pour oxyder les matières organiques. Les quatre laboratoires de la SEOR ont été équipés de matériels de dernière génération pour analyser la qualité de l'eau en procédant à des contrôles en aveugle dans les différentes installations du réseau d'AEP à travers les 26 commu-

nes de la wilaya. Les laboratoires de cette société ont été évalués et jugés conformes aux exigences requises par les deux normes ISO 9001 et ISO 17025 en matière de procédés d'analyses de la qualité de l'eau, signale-t-on. Le réseau a aussi été équipé de pompes doseuses notamment dans les forages exploités dans les communes périphériques de la wilaya. Concernant l'amélioration de la distribution de l'eau à travers le territoire de la wilaya, la SEOR a récemment doté la station de pompage de Boutlélis, qui approvisionne en eau les communes de la corniche oranaise (Aïn El Turck, Mers El Kébir, El Ançor, Bousfer), d'un groupe électrogène pour éviter les perturbations provoquées par les coupures intempestives du courant électrique.

Les communes de la corniche oranaises sont alimentées régulièrement en eau depuis la saison estivale 2011. La Seor avait lancé fin janvier dernier un avis d'appel d'offres national restreint

pour la rénovation de la station de pompage d'eau de Boutlélis (équipements, génie civil et aménagement). Il s'agissait d'équiper la station d'un groupe électropompes, d'équipements électriques et équipements hydromécaniques (vannes, clapets, anti-béliers). La SEOR gère 57 stations de pompage, deux stations de dessalement (5.000 m³/j et 5.500 m³/j), des réservoirs avec une capacité globale de 475.350 m³ à travers le territoire de la wilaya.

Il est à signaler que le volume d'eau consacré à la wilaya est passé désormais à plus de 330.000 m³/jour permettant ainsi à la SEOR d'élaborer un nouveau programme pour approvisionner la population 24h sur 24h. Ces ressources sont en provenance des barrages de Gargar, / MAO/ SDEM Mostaganem, du SDEM de Kahrama, du SDEM de Chott El Hillal, de la station de déminéralisation de Brédéah, des stations monoblocs de Bousfer et des Dunnes et des ressources locales.

BORDJ BOU ARRÉRIDJ

Près de 8 000 tonnes de déchets solides enlevées

La campagne de nettoyage lancée depuis le 18 septembre dernier dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj a permis l'enlèvement de 7 832 tonnes de déchets solides à travers seulement les 9 secteurs situés au chef-lieu de la wilaya, a indiqué, jeudi dernier, M. Bousoufa Othmane, directeur de l'environnement, rencontré en marge de la session de l'APW de Bordj Bou Arréridj. Une opération d'envergure qui mobilise d'énormes moyens matériels et humains. Les travailleurs enrôlés sont organisés en groupes d'intervention affectés dans les différentes cités où il est également

fait appel à la contribution des citoyens. Les sites en question ont été signalés aux autorités il y a des années. Aucune solution efficace n'avait été trouvée pour les nettoyer. Aujourd'hui, les autorités locales ont pu compter sur l'aide technique, à titre gracieux, de plusieurs directions de la wilaya, dont l'OPGI, l'Office national de l'assainissement et de l'Algérienne des eaux, des opérateurs privés et sur la prise en charge des déchets par les centres d'enfouissement technique pour réaliser ces opérations. Ces dernières sont pilotées par une commission de suivi présidée par les directeurs de l'exé-

cutif qui se fixent l'objectif de supprimer l'ensemble des sites enlaidissant le milieu. L'APC de Bordj Bou Arréridj est chargée, à son tour, de les collecter avec la collaboration du centre d'enfouissement technique de la direction de l'environnement. Il suffit de faire un tour dans la ville pour constater que le résultat commence à se faire voir. Mais la contribution du citoyen reste insignifiante, voire inexistante. Pour les spécialistes, une campagne de sensibilisation s'impose auprès de la population. Notons que l'opération va s'étendre à toute la wilaya de Bordj Bou Arréridj. *A. B.*

Béjaïa : un oued transformé en dépotoir



Les choses n'ont pas changé dans la commune de Béjaïa, depuis que l'actuelle équipe de l'APC est en place depuis déjà cinq années. En effet, la cité 1 000 logements à Ihaddadene dans la ville de Béjaïa est traversée par un oued qui se déverse dans l'oued Soummam. Toutes les eaux usées qui proviennent des habitations des villages situés en hauteur de Boukhiam, de l'université Targua Ouzemour et Taghezout se déversent dans cet oued où des odeurs nauséabondes se dégagent en plus des moustiques qui envahissent quotidiennement la cité. (Photo > D. R.)

Relizane La cité des 1 026 logements sociaux, un quartier mal loti

→ Les résidents de la cité des 1026 logements sociaux de Bermadia, pourtant toute récente, puisque habitée seulement depuis 2007, sont dans tous leurs états en raison, disent-ils, de la dégradation avancée de leur cadre de vie, 'chaussées défoncées, absence de trottoirs, d'éclairage etc., et pour ne rien arranger, l'éclatement d'un égout qui donne du fil à retordre aux habitants de certains immeubles pour accéder à leurs appartements. Des eaux usées qui ont inondé même des locaux commerciaux». C'est ce qu'indique le président de l'Association de ladite cité, qui souligne «que des corres-



pondances ont été adressées aux autorités, notamment à l'APC de Relizane, ainsi qu'aux services de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la nouvelle ville Adda Benada». Selon notre interlocuteur, «la joie provoquée par l'emménagement dans les logements tout neufs

s'est vite estompée et les heureux élus qu'ils pensaient être ont vite déchanté.» Et de poursuivre : «Les raisons sont simples à comprendre, du fait que la cité vit une anarchie sans nom et est complètement abandonnée à son sort. Et de souligner les lenteurs inconsidérées concernant une grande partie des voies et réseaux divers (VRD), qui restent à faire, mais dont les travaux peinent à démarrer malgré les promesses de la municipalité». Selon notre interlocuteur, des responsables de l'APC se sont bien déplacés à la Cité des 1026 logements sociaux.

N.-Malik

Barrage Souk T'latha

Le lancement des travaux bloqué par les expropriés

Les propriétaires des terrains sur lesquels le futur barrage de Souk T'latha dans la région de Tadmait (18 km au sud-ouest de Tizi Ouzou) continuent à s'opposer au démarrage du chantier dudit projet. Ils réclament la prise en charge de toutes leurs revendications et surtout rappellent aux autorités locales les engagements pris. Ils se sont réunis vendredi dernier en assemblée générale pour reconduire leur action entamée depuis le 30 septembre dernier et qui a consisté en l'empêchement de l'installation du chantier sur le site que devait effectuer le grou-

pement d'entreprises turques Nurol/Ozaltin, chargé des travaux de réalisation de ce barrage. Les protestataires réclament le versement des indemnités promises par la wilaya et l'établissement des arrêtés d'expropriation. Il est question du relogement de plus de 200 familles, d'indemniser les expropriés à des prix plafonnés à 1 150 DA/m², alors que les prix des arbres fruitiers sont indemnisables à raison de 30 000 DA par unité. Le transfert d'un cimetière est également prévu dans le cadre de la préparation du site devant abriter ce barrage.

Une source proche de l'Agence nationale des barrages et des transferts (ANBT), maître de l'ouvrage, a indiqué que l'opération d'établissement de plus de 500 arrêtés d'expropriation a pris du retard en raison de nombreux recours dus à des erreurs lors du travail d'expertise foncière et du recensement sur le terrain. Néanmoins, ces arrêtés seraient prêts, selon notre source, avant la fin du mois d'octobre courant, précisant que l'opération d'indemnisation coûtera 5 milliards de dinars contre une cagnotte initiale de 2 milliards de dinars. S'agissant de l'opé-

ration de relogement, le volet est pris en charge sans que notre source ne fournisse un quelconque calendrier. Enfin, il est utile de rappeler que le projet du barrage Souk T'latha, dont la superficie du bassin versant est de 465 km² et d'un périmètre de 100 km, pourrait avoir un apport annuel en eau de 150 millions de mètres cubes avec un volume régularisable de 98 millions de m³, vieux de 34 ans, devrait coûter pas moins de 13 milliards de dinars pour un délai de réalisation de 40 mois.

Hamid M.

Des sources naturelles polluées à Ath Ouacifs

Les problèmes de pénurie d'eau potable ne finissent pas à Tizi Ouzou, même après la saison des grandes chaleurs. C'est le cas de la localité d'Ath Ouacifs, 35 km au sud-est de la wilaya de Tizi Ouzou.

CETTE fois-ci, c'est la pollution des sources naturelles qui alimentent des villages entiers qui pose problème aux villageois. Les risques de maladies contagieuses, à transmission hydrique ou d'intoxication ne sont pas à écarter. Les habitants des villages de Tamsift sont montés cette semaine au créneau et ont tiré la sonnette d'alarme. Ils demandent aux autorités locales d'intervenir dans les plus brefs délais pour désinfecter et épurer la principale source qui alimente le village, surtout que l'eau du robinet ne coule que rarement depuis plus de trois mois. Le recours donc aux

sources naturelles est la seule solution pour les villageois, mais voilà que la contamination des eaux pose encore problème. A Ath Ouacifs, même la petite source est polluée. Ainsi, la pénurie d'eau constituera une véritable crise et c'est la santé des villageois qui est plus que jamais menacée. Pour rappel, au mois d'août dernier, 50 villageois d'Ath Kouffi, dans la commune de Boghni, ont été victimes d'une intoxication due à la consommation d'une eau de source polluée. Un scénario que redoutent sérieusement aujourd'hui les habitants de Tamsift, à Ath Ouacifs.

Abdenour Igoudjil



هنشير تومغني تخصيص 8 ملايين للقضاء على أزمة المياه الشروب

تعززت، بلدية هنشير تومغني مؤخرا بخلاف مالي معتبر من شأنه المساهمة في القضاء على أزمة المياه الشروب التي تعاني منها المنطقة خاصة في فصل الصيف باعتبار البلدية لا تتوفر إلا على ثلاثة خزانات لتجميع هاته المادة الأساسية في الحياة.

هذا وتم تخصيص مبلغ مالي يقدر حسب مصادرها بـ 8 ملايين سنتيم من قبل وزارة الموارد المائية من أجل الشروع في إعادة تجديد شبكة مياه الشرب للقضاء على تسربات المياه والأمراض المتنقلة عبر الماء لحفظ صحة المواطن.

مزار مصطفى

فتح ملف المنايع المائية لدعم المنتج الفلاحي



حظي ملف المنايع المائية بقسط وافر من التشريع والنقاش والاثراء من طرف أعضاء المجلس التنفيذي الفلاحي لولاية تيبازة نهاية الأسبوع المنصرم في جلسة مغلقة عقد خصيصا لهذا الغرض بالتوازي مع انطلاق الموسم الفلاحي الجديد، ولغرض إعطاء دفع قوي للاستثمار في هذا المجال.

الجارية 2012، إضافة إلى إجراء عمليات القرعة بمختلف المساجد، فيما يتعلق بانتقاء المستفيدين من مشاريع الجهاز بحيث أسفرت العملية عن انتقاء 15 شابا من مختلف جهات الولاية للظفر بغلاف مالي قدره 232 ألف دينار لغرض تجسيد مشروع استثماري من الحجم الصغير. وحسب رئيسة مكتب الزكاة بالمديرية الأنسة قطواهرية نورة فإن ما تبقى من الاجراءات يتعلق بإتمام الملفات الإدارية لدى صندوق البركة الجزائري المشرف على العملية من الناحية المالية، وذلك عقب تحديد قائمة المستفيدين مؤخرا وهي القائمة التي تشمل عدة أوجه استثمارية تتأرجح بين تربية المواشي وتربية النحل والحلاقة ومقهى الانترنت وغيرها، لتضاف إلى قائمة أخرى من المستفيدين بلغ تعدادها 88 مستفيدا منذ سنة 2006، حين شرع في تجسيد مشاريع القرض الحسن على أرض الواقع، كما أكدت محدثتنا على أن جلّ المستفيدين شرعوا في ارجاع القرض المحصل عليه للجهة الممولة ولم تسجل حالات إفلاس إلى حد الآن باعتبار ذات المشاريع تمر على مرحلتها دراسة الجدوى، وذلك على مستوى مصالح مديرية الشؤون الدينية وكذا على مستوى بنك البركة.

تيبازة علاء.م

وحسب ما أشار إليه مدير المصالح الفلاحية بالولاية السيد فرّاج سيدهم محمد، فإن القسّات الفلاحية بمختلف دوائر الولاية تبقى في حالة إصغاء متواصل لانشغالات الفلاحين الراغبين في توسيع وترقية استثماراتهم سواء تعلق الأمر بالمنتجات أو المنشآت أيضا، بحيث يمكنهم الاستفادة من قرض الرفيق أو قرض التحدي أو أنماط أخرى من القروض المتداولة، بحيث تعنى هذه القروض كل أنواع المنتجات، لاسيما تلك المتعلقة بالحمضيات والبطاطا والحبوب، وتتراوح قيمة القرض بين 30 و 33 % بالنسبة لمشاريع الاستثمارات و بين 30 و 50 % بالنسبة للمنشآت كغرف التبريد ومعصرات الزيتون ووحدات التحويل، وكذا الجرارات وآلات الحصاد، بحيث يمكن أن تصل قيمة الدعم لآلات الحصاد إلى غاية 70 %، بالنظر إلى أهميتها الاستراتيجية في ترقية فرع الحبوب الذي يشهد تناميا مستمرا خلال السنوات الأخيرة بالولاية.

15 شابا يستفيد من برامج القرض الحسن

أنهت مديرية الشؤون الدينية بتيبازة مختلف الاجراءات التنظيمية المتعلقة بتحديد نسبة القرض الحسن من القيمة الاجمالية للزكاة للسنة

شهر دون ماء بقصر البخاري



ندد سكان حي
المحطة "لافار"
بقصر البخاري،
نهاية الأسبوع
الماضي، بغياب
الماء من حنفياتهم
لمدة قاربت الشهر
بالتمام والكمال
دون تلقيهم لأعذار
ومبررات عن هذا
الغياب. وقد قام
المحتجون بقطع
الطريق الموصل
إلى حيهم،
والتجمهر بوسط

الطريق. وقد لقي احتجاج سكان هذا الحي تضامناً من سكان الأحياء الأخرى الذين
طالبوا بإيجاد حل لانعدام الماء الشروب، مضيفين أن من بين أسباب احتجاجهم
انتشار القمامات في كل مكان وانعدام تهئية الأحياء.

أحصيت منذ ما قبل رمضان 78 تسربا مائيا ببطيوة بوهران



●يندد سكان دائرة بطيوة ببلدياتها المتمثلة في مرسى الحجاج وعين البية، بتسربات الماء الصالح للشرب، حيث أصبحت شوارع البلدية تغرق وهذا في ظل سكوت مصالح شركة "سيور" للتوزيع التي لم تتدارك نقاط تسرب المياه التي تنتشر في كل مكان وت خلف أودية من المياه والمجاري المائية.

ووجه السكان انتقادات كبيرة بعد تضخيم فواتير المياه، وأكدوا أنهم لا يستهلكون كميات كبيرة من الماء،

وعلمنا أن المياه المتسربة في الشوارع تعود إلى ما قبل شهر رمضان الماضي، دون أن تتدخل مصالح مؤسسة "سيور" لإصلاح الأعطاب والتسربات المائية التي تتسبب في ضياع كميات كبيرة من المياه دون الاستفادة منها، علما أن الكثير من الأحياء بقرى مرسى الحجاج لم تصلها المياه نظر الكثرة التسربات التي ساهمت في التأثير سلبا على معدل ضغط المياه. من جهة أخرى، أكدت مصادر مطلعة من

نتيجة غياب شبكات الربط بها، مما زاد في تدمير السكان بعد ضياع كميات من المياه الصالحة يوميا دون الاستفادة منها.
ت. ايناس

بلديات مرسى الحجاج و بطيوة وعين البية، أن عدد النقاط السوداء وصلت إلى 87 نقطة لم يتم إصلاحها في الوقت الذي تعيش فيه العديد من القرى أزمة ماء خانقة سببتها التسربات المائية

On a oublié le droit humain à l'eau

Par Ricardo Petrella

Dans le cadre des travaux de l'annuelle Assemblée générale de l'ONU, les ministres des Affaires étrangères de plusieurs pays ont tenu une rencontre spéciale sur la crise de l'eau, qui vient de se dérouler du 23 au 29 septembre dernier.

A la base de cette rencontre, se trouvait le Conseil interaction (IAC), un groupe de 40 anciens chefs d'Etat et de gouvernement, présidé par l'ex-premier ministre canadien, Jean Chrétien.

Or, l'IAC confirme dans un nouveau rapport (The Global Water Crisis: Addressing an Urgent Security Issue) que la planète est confrontée à une crise de l'eau grandissante et que l'impact futur de la rareté de l'eau pourrait être dévastateur. Dès lors, le groupe demande à juste titre au Conseil de sécurité de se pencher spécifiquement sur la sécurité de l'eau et de considérer la question de la ressource eau comme l'une des principales préoccupations de la communauté internationale.

Une initiative louable si il n'y avait pas un hic : dans sa démarche, l'IAC non seulement oublie de mentionner la question fondamentale du droit humain à l'eau et la priorité de la concrétisation de ce droit pour 3 milliards d'êtres humains, mais établit volontairement une opposition artificielle entre la protection, la conservation et le bon usage efficient et économique de la ressource eau – qu'il considère absolument prioritaires – et le droit humain à l'eau qu'il ignore, voire considère comme un faux problème et un obstacle à une bonne gestion de l'eau et à la solution de la crise mondiale de l'eau. Etonnant ? Oui et non.

Marchandisation de l'eau

Pour bien comprendre la nature de l'enjeu en cause, il faut rappeler qu'en 1992, sous la pression de la Banque mondiale et du monde des affaires, la communauté internationale affirme pour la première fois dans l'histoire que l'eau doit être considérée principalement comme un bien économique – non plus comme un bien social, collectif – et donc soumis aux principes et aux mécanismes de l'économie. Sur cette base, la marchandisation de l'eau et la libéralisation et la privatisation des services hydriques prennent une envolée rapide à travers le monde.

La financiarisation s'en suit massivement. Depuis, on travaille avec acharnement à la monétisation de l'eau en tant que telle (donner une valeur monétaire marchande aux fleuves, aux nappes, à l'eau de pluie, aux glaciers, etc.) dans le cadre de la monétisation



généralisée de la nature. L'approche économique devient omniprésente, elle s'impose en tant que norme, voire dogme. La politique de l'eau devient essentiellement une politique de gestion optimale, par rapport au capital investi, d'une ressource naturelle et industrielle de plus en plus rare.

Les mobilisations et les luttes des peuples, des paysans, des populations autochtones, des citoyens opposés à un tel asservissement de la conception de la vie et de la vision de la planète Terre aux logiques marchandes et financières n'ont pas réussi à renverser la tendance. La domination des intérêts des grands groupes industriels, financiers et commerciaux est adamantine, globale, à quelques rares exceptions. Leur victoire politique et culturelle semble sans faille, définitive. Puis, grâce à un petit pays comme la Bolivie, une dynamique internationale s'affirme et le 28 juillet 2010, l'Assemblée générale des Nations unies adopte une résolution reconnaissant l'accès à l'eau potable et à l'assainissement comme un droit humain, c'est-à-dire universel, indivisible et imprescriptible. Quelques mois après, le droit humain à l'eau est inclus dans la catégorie des droits justiciables.

Victoire de la loi juste

Ce fut une grande victoire du droit, de la loi juste, une formidable avancée politique et culturelle réalisée à l'échelle de l'institution politique mondiale la plus représentative de la communauté internationale. Ce fut un choc pour les groupes dominants dont l'opposition à cette résolution se révéla perdante. La

résolution fut adoptée à une grande majorité contre la volonté de la plupart des Etats du «Nord» (Etats-Unis, Canada, Australie, Japon, Nouvelle-Zélande et 16 Etats membres sur 27 de l'Union européenne parmi lesquels les plus combattifs furent le Royaume-Uni et la Pologne...).

Les Etats «perdants» n'ont pas attendu longtemps pour essayer d'effacer l'importance et l'influence de la résolution qui, évidemment, met en question la primauté économique marchande. La résolution a en outre trouvé un soutien remarqué dans le dernier document sur l'eau publié en mars 2012 par le Saint-siège. Pour la première fois dans l'histoire récente, l'Eglise catholique affirme clairement que l'eau n'est pas une marchandise et qu'il faut garantir le droit humain à l'eau pour tous. En outre, elle abandonne la position de neutralité vis-à-vis à la question de la propriété et de la gestion de l'eau. Le document du Vatican penche en faveur de l'eau bien commun et d'une gestion plutôt publique que privée marchande.

Ils ont cherché à éviter toute référence au droit à l'eau dans le document final soumis à l'adoption du Sommet de la Terre de l'ONU Rio + 20. Le Canada a été le dernier pays à abandonner la tentative juste trois jours avant la remise du projet du document final aux Etats participants au sommet. Oublier, faire comme si la résolution de l'ONU n'avait pas été adoptée ou n'avait aucune valeur. La stratégie de l'oubli a été aussi adoptée par la Commission européenne, dont on connaît la nette orientation marchande et productiviste en matière d'eau et des services publics locaux. Dans le document que la Commission a soumis entre mai et juillet 2012 à une consultation non contraignante en vue de la rédaction du document Plan de sauvegarde des eaux d'Europe, elle ne mentionne pas le droit à l'eau et à l'assainissement.

Et les aspects sociaux et humains ?

Les 12 enjeux qui, selon la Commission européenne, marqueront la politique européenne de l'eau pour la période 2016-2030 sont tous d'ordre naturel, environnemental et économique. La seule manifestation d'intérêt aux aspects sociaux et humains concerne une rapide référence aux objectifs du développement du millénaire de l'ONU en matière d'eau. Or, le document de la Commission qui sera rendu public en novembre 2012 est destiné à devenir la bible de la politique européenne de l'eau jusqu'en 2030.

Plus forte encore que la stratégie de l'oubli, les opposants au droit humain à l'eau ont adopté la stratégie de la ressource, à savoir mettre tout l'accent sur la rareté de l'eau en

tant que ressource naturelle fondamentale et essentielle pour la vie économique et donc pour l'agriculture, l'énergie, pour l'industrie. La thèse est devenue la suivante : s'il n'y a pas d'eau en quantité suffisante et qualité adéquate, il n'y a pas de droit réel à l'eau.

Apparemment logique, cet argument est profondément mystificateur, car le «vrai» message qui en découle est qu'il faut avant tout garantir une gestion économiquement rentable de l'eau si l'on veut disposer des énormes capitaux financiers privés nécessaires pour contrecarrer la rareté de l'eau, la finance publique étant incapable d'y faire face. Si la rentabilité est assurée, affirmant-ils, l'économie mondiale trouvera les ressources financières et on pourra permettre à tous l'accès à l'eau moyennant, évidemment, paiement et un prix de l'eau abordable et croissant au prix du marché. Au contraire, affirment-ils aussi, si l'on met à l'avant-scène le droit universel à l'eau, qui plus est sur la base du principe de la gratuité du droit, les capitaux privés fuiront sous forme d'évasion fiscale et d'orientation vers d'autres secteurs rentables.

Une escroquerie

Cette opposition entre «ressource» et «droit» appliquée à l'eau est tout simplement une escroquerie scientifique et politique. En réalité, les groupes sociaux dominants riches ainsi que les grandes entreprises transnationales industrielles et commerciales ne veulent pas partager la prise en charge du droit à la vie de tous les êtres humains et le droit du vivant de notre planète. Ce qui intéresse les industries informatiques et des télécommunications, dont les besoins en eau de très grande pureté sont considérables, c'est qu'elles puissent continuer à inonder le monde de iPad, iPhone, ordinateurs et téléphones mobiles. Le fait qu'il y ait davantage de personnes ayant accès aux téléphones mobiles qu'aux toilettes ne constitue pas un problème, du moins pour elles, bien que l'on sache qu'on peut vivre sans iPad ou téléphones mobiles alors que, d'après l'Unicef, cinq mille enfants meurent chaque jour à cause de maladies dues au manque d'accès à l'eau. De même, Coca-Cola s'inquiète de la pénurie croissante d'eau, parce que l'eau est sa principale matière première et elle craint une aggravation de la crise de l'eau. C'est pour cette raison qu'elle cherche à introduire des techniques permettant de diminuer ses besoins d'eau pour pouvoir maintenir sa capacité de produire toujours plus de boissons (en 2008 elle a employé 831 millions de litres par jour, suffisant pour alimenter en Europe une ville de plus de 2 millions d'habitants). Le même discours vaut pour Nestlé, Danone, Pepsi-Cola, Buitoni, Inbev, Monsanto, Syngenta, General Electric, Unilever, BASF ainsi que Alcoa, Rio Tinto (on sait que les industries minières figurent parmi les plus gros utilisateurs d'eau).

Même les compagnies d'assurances sont préoccupées par l'augmentation en nombre et intensité des catastrophes liées aux sécheresses et inondations. Aucune de ces entreprises ne s'active dans le domaine de l'eau en raison d'une passion soudaine pour l'environnement ou par souci de permettre à tout le monde d'avoir accès à l'eau. Pas d'altruisme ni d'écologisme. Ce qui les pousse à agir est maîtriser le prix de l'eau dans une optique de préservation d'un niveau élevé de profits pour leurs actionnaires. Peut-on dans ces conditions s'étonner que les Etats, de plus en plus soumis aux intérêts des plus forts, abandonnent du côté de la gestion optimale de la ressource plutôt que du côté du droit à l'eau, à la vie ? Alerter. Il en va du devenir de l'humanité.

R. P.

Le second avènement

Par ailleurs, les chiffres de 500.000 voitures électriques vendues par an sont une exagération des médias. Cette statistique est gonflée par le fait que, dans ce calcul, l'on prend également en compte les voitures dont le moteur électrique n'est qu'auxiliaire.

Ces voitures hybrides sont des VEH (Véhicule électrique hybride) ou VHER (Véhicules hybrides électriques rechargeables). Les premières ont un moteur électrique supplémentaire qui se recharge pendant le trajet et pour l'autre catégorie les batteries peuvent également être rechargées à partir d'une prise électrique.

Parfois même, les véhicules à hydrogène sont inclus dans la catégorie des voitures électriques s'ils sont également munis de

deux moteurs. L'un à carburant, qui brûle l'hydrogène et recharge les batteries, et l'autre, électrique, qui fonctionne à partir des batteries et propulse le véhicule.

Selon les estimations des experts, ce sont précisément ces voitures à hydrogène qui pourraient libérer presque entièrement (à 99,6%) l'industrie automobile de sa dépendance pétrolière. Or, le remplacement total du parc automobile mondial par des voitures électriques ne réduirait cette dépendance que de 25%, compte tenu de l'origine de leur «carburant» : le courant électrique.

Quant aux véhicules électriques à batterie, d'après l'AIE, leur nombre a dépassé le niveau de l'année 1912 en novembre 2011 seulement. Peu s'en souviennent mais il y a cent ans, des voitures électriques roulaient jusqu'à 23 km/h et possédaient une autonomie de 80 kilo-

mètres faisaient concurrence aux voitures à essence. Dans les années 1930, elles n'ont pas survécu et ont complètement disparu. Aujourd'hui, on assiste à leur second «avènement», dont un peu moins de 40.000 unités ont été vendues dans le monde l'année dernière. «Les constructeurs ou les acheteurs ne bénéficient pas de subventions écologiques», et les voitures électriques sont plus chères que les véhicules classiques. «3 millions de véhicules sont vendus chaque année en Russie, dont 100 ou 200 voitures hybrides dans le meilleur des cas et quelques unités seulement de voitures purement électriques. Cette part de marché se maintiendra en Russie pendant encore dix ans», prédit Sergueï Tselikov, directeur général de l'agence AvtoStat. «Même les voitures hybrides les plus abordables ne sont pas populaires sur le marché russe. Et même si les

voitures électriques devenaient courantes, cela ne se produirait pas avant une cinquantaine d'années», renchérit Alexandre Aguilabon, directeur du groupe d'investissement AG Capital. On peut faire appel au respect des gens pour la nature ou influer sur le marché automobile avec des mesures répressives mais en fin de compte, les gens voteront avec leur portefeuille pour tel ou tel moyen de locomotion. On pourrait même imaginer qu'opter pour des voitures électriques : les services de taxi urbain, le personnel des compagnies d'électricité et de distribution, qui feront le «plein» avec une réduction d'entreprise. Ou encore les blondes et les intellos à lunettes incapables de maîtriser une boîte à vitesses, même automatique. Difficile d'inventer un meilleur transport pour tous ces gens.

S. P.

بلدية بوحجار بالطارف

انعدام قنوات الصرف الصحي يهدد أولاد عشرة بكارثة صحية

غير العادة.. هي أسباب وأخرى تجعل السكان يستأثرون من أوضاعهم المزرية، ويطالبون الجهات المختصة بتفعيل البرامج التنموية حيصة الأدرج منذ سنوات، والوقوف على هموم المواطنين ومطالبهم، بدل الجلوس خلف مكاتبهم والاعتماد على التقارير المغلوطة التي تصلهم.. هكذا تحدث المواطنون وهكذا عبروا عن مشاكلهم.

■ عبد الكريم قادري

تهددهم الأمراض الخطيرة، خاصة أن الغالبية الكبرى من السكان أصبحوا يعتمدون الطرق التقليدية في صرف مياههم القذرة، وهذا بحفر آبار أمام المنازل، كي تتجمع فيها مياه الصرف، وقد تسبب هذا الأمر معاناة مستمرة، خاصة أنهم يتنفسون روائح كريهة تزكم الأنوف، بالإضافة إلى الحشرات الضارة والمزعجة، على رأسها الذباب والناموس، اللذين لم يذهبا مع فصل الصيف على

■ تعتبر منطقة أولاد عشرة، المعروفة بالداموس، من أهم المناطق الكبرى التي تتبع بلدية بوحجار الحدودية، لكنها لا تلقى الرعاية اللازمة لا من السلطات المحلية ولا الولائية، إذ لا تتوفر فيها أدنى شروط الحياة الكريمة وأبسطها قنوات الصرف الصحي. ناشد سكان المنطقة والي ولاية الطارف للتدخل والوقوف شخصيا على مدى معاناة سكان المنطقة، إذ باتت